



**DECISION N°086/16/ARMP/CRD DU 23 MARS 2016
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE AYAD ET COMPAGNIE
CONTESTANT LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES DU MARCHE DE FOURNITURE
DE MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES (MATERIELS RADIO) LANCE PAR
LE MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

Vu la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21;

Vu le décret n° 2013-1385 du 31 octobre 2013 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;

Vu le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 20 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu la résolution n° 14-13 du 03 novembre 2013 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

Vu le recours de la société Ayad & Cie par courrier du 10 mars 2016 ;

Monsieur Alioune DIALLO, Commissaire à la Cellule d'Instruction des recours, rapporteur présentant les moyens et les conclusions des parties ;

En présence de Monsieur Mademba GUEYE, Président; Messieurs Samba DIOP et Boubacar MAR, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par courrier reçu le 10 mars 2016 et enregistré au secrétariat du CRD sous le numéro 080/CRD, la société Ayad & Cie a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) du marché de fourniture de matériels et outillages techniques (matériels radio), lancé par le Ministère des Postes et Télécommunications.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des Marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 89 et 90 du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché public doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir l'autorité contractante d'un recours gracieux dans un délai de cinq (5) jours francs et ouvrés à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à la concurrence, puis, le cas échéant, le CRD dans les trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrables imparti à l'autorité contractante pour répondre ;

Considérant qu'il apparaît de l'instruction, qu'après la publication de l'avis d'appel d'offres, la société Ayad & Cie a saisi l'autorité contractante d'un recours gracieux, par correspondance du 29 février 2016 reçue le 1^{er} mars 2016, pour contester certaines dispositions du DAO;

Que non satisfaite de la réponse en date du 03 mars 2016 reçue de l'autorité contractante la société Ayad & Cie a porté sa réclamation au CRD, par courrier du 10 mars 2016 reçu à l'ARMP, le lendemain;

Qu'au regard des dispositions des articles 89 et 90 du Code des Marchés publics, le recours contentieux est parvenu au CRD après l'expiration du délai réglementaire de trois (03) jours ouvrables imparti au requérant puisqu'il avait jusqu'au 07 mars 2016 à minuit, pour introduire un recours contentieux;

Que le requérant n'a donc pas saisi le CRD dans le délai qui lui est imparti ;

Qu'ainsi, son recours contentieux est tardif ;

Considérant, en outre, qu'il résulte des dispositions de l'article 90 alinéa 2 du Code des Marchés publics que la saisine du Comité de Règlement des Différends se fait par notification écrite, que le recours n'est recevable que s'il est accompagnée de la pièce attestant du paiement d'une consignation ;

Considérant que le requérant a saisi le CRD sans satisfaire à la formalité préalable de la consignation auprès de la caisse des dépôts et consignations ;

Que son recours est, dès lors, irrecevable en application de l'article 90 précité ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate qu'ayant reçu la réponse de l'autorité contractante le 03 mars 2016, la société Ayad & Cie avait jusqu'au 07 mars 2016 à minuit, pour introduire un recours contentieux;

- 2) Constate que la société Ayad & Cie a porté sa réclamation au CRD, par courrier reçu à l'ARMP le 11 mars 2016;
- 3) Dit, en conséquence, que le recours a été introduit hors du délai réglementaire de trois (03) jours ouvrables ;
- 4) Constate, en outre, que la société Ayad & Cie a saisi le CRD sans satisfaire à la formalité préalable de la consignation ;
- 5) Déclare, en conséquence, le recours irrecevable ;
- 6) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à la société Ayad & Cie, au Ministère des Postes et Télécommunications ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le portail officiel des Marchés publics.


Le Président
Mademba GUEYE

Les membres du CRD


Samba DIOP


Boubacar MAR


Cheikhou Issa SYLLA

Le Directeur Général
Rapporteur

Saër NIANG

